

**C.P.I.D.**

**Président**

**Gérard Charasse**

Député de l'Allier

**Vice-présidents**

**André Chassaingne**

Député du Puy-de-Dôme

**Dominique Lefebvre**

Député du Val d'Oise

**Michel Terrot**

Député du Rhône

**Membres**

**Jacques Alain Bénisti**

Député du Val-de-Marne

**Martine Carrillon-Couvreur**

Députée de la Nièvre

**Guy Chambefort**

Député de l'Allier

**Pascal Deguilhem**

Député de la Dordogne

**William Dumas**

Député de la Gard

**Jean-Paul Dupré**

Député de l'Aude

**Jean Grellier**

Député de Deux-Sèvres

**Christian Kert**

Député des Bouches-du-Rhône

**Jean Lassalle**

Député de la Pyrénées-Atlantiques

**Bernard Lesterlin**

Député de l'Allier

**Céleste Lett**

Député de la Moselle

**Michel Liebgott**

Député de la Moselle

**Germinal Peiro**

Député de la Dordogne

**Martine Pinville**

Députée de la Charente

**François Pupponi**

Député du Val d'Oise

**Frédéric Reiss**

Député de Bas-Rhin

**Pascal Terrasse**

Député d'Ardèche

**Michel Vergnier**

Député de la Creuse



**Comité parlementaire pour un Iran démocratique**

## **Perspectives au Moyen-Orient et en Iran en 2013**

### **Le rôle de la France, Crise humanitaire à Liberty Conférence à la salle Colbert à l'Assemblée nationale, 20 février 2013**

Le 20 février, à l'initiative du Comité Parlementaire pour un Iran démocratique (CPID) une conférence s'est tenue à la salle Colbert en présence de Mme **Maryam Radjavi**, la présidente élue du Conseil national de la Résistance iranienne.

La conférence s'est déroulée dans une salle comble, présidée par le député **Dominique Lefebvre**, vice-président du CPID. Plusieurs députés ont pris la parole dont **Bruno Leroux**, président du groupe socialiste, républicain et citoyen, **Michel Terrot**, vice-président du CPID, **André Chassaingne**, Président du groupe de la gauche démocrate et républicaine et vice-président du CPID, **Pascal Terrasse**, **William Dumas**. Notons la présence notamment des députés **Pascal Deguilhem**, **Michel Destot**, **Jean Grellier**, **Philippe Vitel** et **Jacques Valax**.

Parmi les interventions notons celles d'**Alain Vivien**, ancien secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, **François Colcombet** cofondateur du syndicat de la magistrature et du Comité français pour un Iran démocratique, **Yves Bonnet**, préfet honoraire et ancien directeur de la DST, **Pierre Bercis**, président des Nouveaux Droits de l'Homme, l'ancien Sénateur américain **Robert Toricelli**, et **Tahar Boumedra**, qui fut directeur des droits de l'homme de la mission de l'ONU en Irak chargé du dossier du camp d'Achraf.

Evoquant l'attaque meurtrière qui s'est produite le 9 février contre le camp Liberty en Irak où se trouvent 3100 membres de l'opposition iranienne faisant 7 mort et une centaine de blessés, la présidente élue de la Résistance iranienne a souligné que par cette attaque : « Ils veulent détruire un mouvement qui a des racines profondes dans la société iranienne, un mouvement bien organisé, capable de diriger le mécontentement explosif de la société pour opérer un changement démocratique en Iran. Une résistance qui représente les espoirs de la société iranienne, car son objectif est d'instaurer une république basée sur la séparation de la religion et de l'Etat, la démocratie, le pluralisme, l'abolition de la peine de mort, l'égalité des femmes et des hommes et un Iran sans nucléaire. »

La présidente élue du CNRI, a alerté contre un nouveau massacre à tout moment sur le camp Liberty. La seule voie, a-t-elle ajouté, pour leur assurer une sécurité relative jusqu'à leur transfert vers des pays tiers, c'est leur retour immédiat à Achraf. Elle a insisté sur la responsabilité du HCR quant à la protection des habitants, précisant que le prétexte avancé pour leur transfert à Liberty avait été les entretiens du HCR.

Aujourd'hui, 18 mois après les demandes de réfugié déposées par ces personnes et une année passée à Liberty, le HCR doit, pour leur assurer une protection, immédiatement annoncer que tous les habitants sont des réfugiés et qu'ils doivent retourner à Achraf. Elle a appelé les USA, l'UE et l'ONU à préparer les conditions à un retour des membres de la résistance à Achraf. Elle a demandé au HCR de confirmer sans délai leur statut collectif de réfugiés.

Evoquant les futures négociations sur le programme nucléaire iranien, Mme Radjavi a souligné que le régime des mollahs est dans une impasse et que ces négociations sont vouées à l'échec.

A propos de la menace de l'intégrisme elle a ajouté qu'avec « une intervention au Mali, la France a pris, avec le soutien de la population malienne, une initiative courageuse contre le développement de l'intégrisme. S'opposer à l'intégrisme est une politique correcte de défense de la paix et de la sécurité dans le monde. Mais cette politique doit se concentrer sur la source de l'intégrisme et du terrorisme, c'est-à-dire le régime en Iran. Un régime qui finance et arme ouvertement les groupes intégristes au Moyen-Orient et en Afrique. »

Elle a formulé à l'attention de la France : « Nous attendons du gouvernement français et de l'Assemblée nationale d'être à l'avant-garde d'une nouvelle politique internationale, une politique qui garantisse la fermeté face au fascisme religieux en Iran et une politique de soutien et de reconnaissance de la résistance du peuple iranien pour la liberté et la démocratie. »

Les intervenants ont tout particulièrement appuyé la demande concernant le retour à Achraf des habitants de Liberty pour être en sécurité et l'appel au HCR pour déclarer immédiatement le statut de réfugié à ces opposants en danger.

Bruno Leroux, président du groupe SCR à l'Assemblée, a notamment déclaré : « Vous êtes dans la salle du groupe socialiste, c'est un symbole mais c'est aussi un engagement. Nous saluons la présence de Maryam Radjavi, la présidente du Conseil national de la Résistance iranienne que nous recevons et dont on connaît l'engagement. J'ai suivi depuis de très longues années votre engagement et être aujourd'hui ici à cette tribune à votre gauche, c'est véritablement un honneur pour moi. Le combat qui est le vôtre pour un Iran démocratique et laïc est un élément essentiel pour le futur, pour le futur de l'Iran, pour le futur de sa population, mais aussi pour le futur de toute cette région. Et c'est en cela que le combat que vous menez aujourd'hui est un combat important. »

Michel Terrot a pour sa part souligné à propos de l'attaque contre le camp Liberty : « Si l'on veut éviter que de pareils actes ne se reproduisent, le Comité Parlementaire pour un Iran Démocratique doit vous appuyer très fortement dans cette volonté de retourner de Liberty à Achraf. Il est clair qu'une action à Achraf n'aurait pas eu les mêmes conséquences qu'à Liberty. Et donc, il faut que notre diplomatie fasse savoir qu'il s'agit véritablement d'un préalable. C'est nécessaire, c'est indispensable. Il faut que la France le fasse savoir. Il faut que la France use de son influence sur l'Union Européenne pour que l'Union Européenne fasse la même démarche. Il faut naturellement que nos amis américains aillent dans le même sens. Et donc cet objectif est un objectif qui doit être atteint, et le plus vite sera le mieux. Le deuxième point, c'est le fait que le HCR, les instances de l'ONU doivent accorder ce statut de réfugié qui ne fait pas tout, mais ce statut de réfugié est tout de même un statut protecteur, et à partir de ce statut, peuvent se mettre en place des mesures diplomatiques qui iraient dans le sens d'une protection infiniment meilleure des résistants qui sont aujourd'hui à Liberty et dont nous espérons qu'ils seront très vite demain à Achraf. »

André Chassaigne, président du groupe GDR, a abordé la question des violations des droits de l'Homme : « Les atteintes contre les droits de l'homme sont dures, sont sans concession, avec des résultats terribles, et en particulier avec ce qui s'est passé le 9 février contre le camp Liberty, c'est non seulement, avoir la volonté de porter un coup à votre résistance, mais c'est aussi la démonstration que l'heure peut-être, du changement arrive. Je suis persuadé que mes collègues ont le même état d'esprit que moi, c'est que le changement, s'il arrive, va exiger de la part de tous d'assumer de lourdes responsabilités. Bien sûr, d'abord vous, Madame la Présidente, et tous ceux qui sont avec vous et votre peuple. Ce n'est pas seulement le changement pour le changement, mais c'est la perspective enfin d'avoir un Iran démocratique avec un programme, un changement véritablement pour le peuple iranien. »

Pascal Terrasse à déclaré : « Cela fait maintenant près de dix ans que je suis à vos côtés, et au départ il y avait très peu de personnes qui pensaient évidemment que le Conseil national de la Résistance iranienne puisse être reconnu pour ce qu'il est, c'est-à-dire la manifestation d'un groupe qui a pour mission de porter la parole de la laïcité, des droits de l'homme, de la démocratie dans un pays que nous aimons tous. Il faut impérativement que la résistance à l'extérieur soit organisée, c'est votre cas et on le sait depuis de nombreuses années. Mais il faut également que cette résistance s'organise à l'intérieur. Et je sais qu'elle est très nombreuse, et qu'elle est parfois d'ailleurs étouffée et que certains de vos amis, de vos camarades y laissent leur vie chaque jour, et je pense en ce moment à eux en particulier, c'est à eux que je veux aussi rendre hommage.

Je crois que l'étape d'après, puisque la reconnaissance aujourd'hui du CNRI sur la scène internationale est acquise, doit passer à un moment donné par une discussion avec celles et ceux qui pourraient être en place et qui seraient prêts au fond à faire en sorte que l'Iran puisse aboutir à un pays où la démocratie soit celle que vous souhaitez, un pays des droits de l'homme, un pays qui a toute sa place dans le concert international des pays libres, des pays où il fait bon vivre, des pays où les hommes et les femmes puissent s'épanouir en toute liberté. »

William Dumas a affirmé : « Je crois que l'on se bat de tout notre poids pour préserver cette flamme d'espoir que vous représentez pour votre peuple dans ce combat inlassable que vous menez contre cette dictature intégriste et pour la libération de votre peuple, mais aussi pour empêcher les mollahs de pouvoir posséder l'arme nucléaire. Le plus grand souhait que personnellement je pourrais émettre, c'est que la chute du régime syrien se produise le plus rapidement possible. Vous l'avez dit, il y a beaucoup de pasdaran qui sont là-bas et qui soutiennent ce régime, sinon peut-être il se serait effondré, ce qui redistribuerait les cartes dans cette région du monde, en affaiblissant de façon importante le régime des mollahs, et vous conforterait dans le combat exemplaire que vous menez depuis de nombreuses années pour le retour de la démocratie dans votre pays. Soyez assurée, Madame, de tout notre soutien en ces moments difficiles. »

L'ancien ministre Alain Vivien s'est adressé notamment aux responsables : « Je voudrais m'adresser à tous ceux qui ont une responsabilité dans notre pays : Comment ne pas dialoguer avec le CNRI dès lors que celui-ci affirme un certain nombre de valeurs qui sont les fondements mêmes de notre république ? Pour lesquelles tant d'entre nous ont combattu, et certains y ont laissé leur peau ? Il s'agit de la démocratie. Une démocratie, c'est l'expression du peuple par le peuple, et c'est aussi la seule sécurité pour établir un régime qui tienne debout et qui serve lui-même son propre peuple. »

Tahar Boumedra qui jusqu'en mai dernier et pendant trois ans a été le conseiller de la MANUI chargé d'Achraf, et qui a démissionné pour protester contre le parti pris de Kobler, le représentant spécial de l'ONU en Irak, en faveur du gouvernement irakien et du régime iranien, a tenu à apporter son témoignage. Il a affirmé que Martin Kobler suit un programme spécifique et des démarches qui vont à l'encontre des principes reconnus de l'ONU. En inversant la vérité et en présentant des rapports mensongers, Kobler a préparé le terrain à un déplacement forcé des Achrafiens à Liberty où il n'existe aucune garantie sécuritaire et humanitaire. M. Boumedra a dit que Liberty était devenu un abattoir et qu'en absence de démarches précises, une autre attaque était possible.

Robert Toricelli, ancien sénateur démocrate américain qui s'est récemment rendu à Bagdad à la tête d'une délégation pour résoudre le problème des biens meubles et immeubles des Achrafiens, a rédigé un rapport sur son voyage où il explique que le gouvernement irakien, en violant tous les accords conclus, a empêché la visite de la délégation à Achraf et Liberty et qu'aucune autorité irakienne n'a voulu les rencontrer. Le sénateur Toricelli a souligné dans son rapport que la MANUI s'est fixé pour tâche essentielle de protéger le premier ministre irakien Maliki de toutes menaces éventuelles.

Dominique Lefebvre qui présidait cette conférence s'est ainsi adressé à Mme Radjavi : « Vous êtes venue ici dans cette salle le 5 décembre 2012. L'ambiance était à la vigilance à propos de la situation des résidents d'Achraf dans le camp Liberty. L'ambiance était surtout à la fête et à l'espoir, puisque cette rencontre venait alors qu'au terme d'un processus long de combat pour le droit, le dernier obstacle à la reconnaissance officielle du CNRI comme instance légitime et représentative de la résistance

iranienne avait été levé avec la levée de l'inscription de l'OMPI sur la liste des organisations terroristes aux États-Unis, après que le même mouvement ait été opéré l'année précédente en Europe. Et nous avons alors évoqué cette victoire du droit, ce long combat, justifié par le symbole à la fois que représente votre Conseil, que représente aussi Achraf dans la lutte contre le régime iranien. Je crois que les choses avancent puisque vous avez rencontré pour la première fois officiellement une délégation officielle de la Commission des Affaires Étrangères de la Chambre des Représentants américaine, à une reconnaissance du CNRI, qui est une étape indispensable. Elle n'est que justice à raison du combat que vous conduisez depuis trente ans, elle n'est que nécessaire au regard des messages qu'il faut faire passer auprès du peuple iranien qui souffre et qui devra effectivement se mobiliser et agir pour le renversement du régime. Et nous avons parlé de cette étape. Je veux redire ici que le Comité Parlementaire, qui rassemble des élus de toutes sensibilités politiques, fait et fera en sorte que cette reconnaissance en France puisse intervenir de la part de notre gouvernement le plus rapidement possible. Il faudra probablement franchir des étapes, multiplier des contacts, à commencer dans cette maison. »

Le CPID publiera bientôt un compte rendu de ce séminaire.

Dominique Lefebvre